



**PRÉFET
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : Sophie LAVIGNE

Nantes, le 13/12/2022

Unité départementale de la Loire-Atlantique
sophie.lavigne@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 76 51
N/Réf : SRNT-2022-0029

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : Laiterie du Val d'Ancenis LVA, ci-après dénommée l'exploitant
Commune : Ancenis

Régime ICPE de l'établissement : Autorisation

Objet du rapport :

Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 complété, la société Laiterie du Val d'Ancenis est autorisée à exploiter des installations de *Laiterie – Fabrication la fabrication de fromage, de beurre et de poudre à base de lait* comprenant notamment des installations classées sous la rubrique n°3642-1.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai



Tél : 02.72.74.73.00
Mél : dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud – CS 16326 – 44263 NANTES cedex 2

de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique 3642 sont celles visant les industries agro-alimentaires et laitières issues du BREF Food Drink and Milk (FDM).

La décision d'exécution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF FDM a été publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019. L'exploitant devait remettre son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020, conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 4 décembre 2023.

Le dossier de réexamen a été remis à la préfecture par courrier du 26 janvier 2021 et complété par l'exploitant le 28 novembre 2022. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

I.1 - SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 janvier 2006, du 25 janvier 2010, du 5 mars 2012, du 14 novembre 2013 et du 27 novembre 2019.

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement, intégrant les données de l'acte du 06/08/2014 et du 29/07/2021, est reprise dans le tableau ci-dessous.

N° Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
3642-1	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires 1. Uniquement de matières premières animales, avec une capacité de production supérieure à 75t de produits finis par jour.	244 t/j	A*
4130-2 a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. 55 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	55 t d'acide nitrique avec concentration supérieure à 26.5%	A*
4735-1 a)	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	Réseau froid Services généraux : 6,8 t Réseau froid Beurrerie : 3,3 t Réseau froid tour MSD : 1,5 t Réseau froid PFPF : 0,4 t Total ammoniac : 12 t	A
2910-A-1	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale de l'installation est Supérieure ou égale à 20 MW	Chaudière 1 : 15 MW Chaudière 2 : 15 MW Puissance totale : 30 MW	E
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de). a) La puissance thermique évacuée étant supérieure à 3 000 kW	Circuits : - Fromagerie : 481 MW - Beurrerie : 390 + 1080 + 3330 MW - Atelier 45000 Coproduits : 2325 MW - Atelier MSD : 800 + 1036 MW - Services généraux : 1411 MW - Plateforme : 1043 + 1043 MW	E

		Puissance totale : 12 939 kW	
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.. Le volume des entrepôts étant : 2. b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	Groupe IPD – ILS : 2195 T – 127 744 m³ Groupe IPD – Fromagerie/Beurrerie/ Plateforme PF /Magasin Emballage /Galliance : 3697 T – 192 852 m³ Volume total des entrepôts : 320 596 m³	E*
1185-2	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a/ Equipement frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieur à 2kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	1 200 kg	DC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les autres stockage : c) Supérieure ou égale à 50t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Gazole / Fioul : 300 t	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	250 kW	D
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2t mais inférieure à 50t	11 t	D
4510	4510. Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égale à 20t mais inférieure à 100t	50 t	D
4710	Chlore La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 100 Kg mais inférieure à 500 Kg	250 Kg	D

* bénéfice des droits acquis pour ces rubriques considérant que :

- l'article de 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 fixe les capacités nominales de production de l'établissement à de 16 000 t de brie et 4 000 t de fromage à pâte molle au lait ultrafiltré (PFL), 25 000 t de beurre, 44000 t de poudres (20 000 t ateliers MSD et 24 000 t atelier TS 45 000), soit une capacité de production maximale de 244 t/j. **La rubrique 3642** a été créée par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées. Les informations relatives au classement du site au regard de cette rubrique étaient déjà connues de l'administration et mentionnées dans l'arrêté préfectoral précité.
- l'exploitant, par courrier du 7 juillet 2021, a sollicité le bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 4130-2 a), suite à la modification, le 11/08/20, par la commission européenne de la classification de

l'acide nitrique au titre du règlement CE n° 1272/2008 CLP. Un dossier d'acte de bénéfice d'antériorité a été transmis à l'exploitant le 29/07/21.

- suite à la modification de la rubrique 1510 par le décret n° 2020-1169 du 24/09/20 modifiant la nomenclature des installations classées applicable à compter du 1er janvier 2021, l'exploitant a informé M le préfet par courrier du 21 décembre 2021 de la mise à jour du classement de ses installations au titre de cette rubrique. Suite à l'inspection menée sur site le 26 avril 2022, l'exploitant a transmis par courrier du 28 juillet 2022 un reclassement du site au titre de la 1510 jugé recevable par l'inspection.

Le site relève de la directive Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4130 et de la directive IED au titre la rubrique 3642.

Classement au titre de la nomenclature de la police de l'eau :

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	> 20 ha (superficie totale du site ICPE= 221 000 m ² sans considérer le bassin versant amont)	A

I.2 - Périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement ,qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant comme suit :

– aucune installation du site n'est exclue du périmètre IED.

Le périmètre IED est donc celui de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 complété.

Ce périmètre intègre notamment les installations de prétraitement des effluents du site et du site Galliance également IED dont le BREF principal est FDM. Ce prétraitement a notamment été autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005. Les effluents de LVA représentent 82% du volume traité et 75% de la charge en DCO. Les effluents prétraités par LVA sont à ce jour raccordés pour traitement avant rejet au milieu à la station communale de la Bigoterie. Un projet de dé raccordement des effluents prétraités par LVA, à l'horizon fin 2025, fait en outre l'objet d'un porter à connaissance de l'exploitant dont l'instruction n'est pas traitée dans le présent rapport.

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- Le BREF FDM (Food Drink and Milk), BREF principal

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- EFS Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac : l'application de ce BREF a été étudiée dans le dossier de réexamen
- LCP (Large Combustion Plants) visant les grandes installations de combustion : ce BREF n'a pas été pris en compte, la puissance totale des installations étant inférieure à leur classement sous la rubrique 3110.
- WT (Waste Treatment) portant sur le traitement des déchets : ce sujet est considéré comme traité par le BREF FDM par LVA et n'a pas été pris en compte.
- ICS (systèmes de refroidissement industriel) : ce BREF n'a pas été étudié par l'exploitant considérant que est déjà traité dans le BREF FDM au travers de la MTD 6 et MTD 9.

Le BREF ICS doit être étudié par l'exploitant, celui-ci identifiant des MTD notamment pour les installations de refroidissement du site classées au titre la rubrique 2921. La MTD6 du BREF FDM n'apparaît pas suffisante et ne porte que sur l'efficacité énergétique. L'exploitant s'est engagé à réaliser cette analyse suite à la réunion d'échange du 1^{er} février 2022. Ce point pourra être contrôlé lors d'une prochaine inspection. De même, un positionnement des installations de combustion au regard du BREF LCP est attendu, ce complément pourra être vu en inspection.

La BREF WT devra être étudié dans le cadre du projet de traitement complet des rejets de Galliance et LVA avant rejet direct au milieu.

L'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est en outre applicable aux installations classées du site soumises à autorisation pour la rubrique 3642.3 au 4 décembre 2023.

II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier complété comporte les éléments prévus par l'article R.515-72 et peut être estimé complet. Un rapport de base a été joint au dossier de réexamen, non traité dans le présent rapport .

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

Au regard des 3 situations listées au III de l'article R. 515-70 (pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme de qualité environnementale), l'exploitant estime que pour chacun de ces critères il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

S'agissant du BREF FDM, l'ensemble des MTD génériques et sectorielles pour les laiteries est déjà mis en œuvre, à l'exception de la :

-MTD2 Inventaire des consommations et des émissions : une formalisation de cet inventaire sera réalisée et intégrée au système de management de l'environnement existant avant le 4 décembre 2023.

-MTD4 Surveillance des émissions dans l'eau (fréquence et normes): la fréquence actuelle de surveillance de la DCO et des chlorures n'est pas conforme à la MTD 4. Concernant l'azote et le phosphore, la norme utilisée n'est pas celle recommandée par la MTD 4.

Substance/paramètres	Normes appliquées	Fréquence de surveillance actuelle	STATUT
DCO	NF T90-101	2 fois par semaine	NON CONFORME
NT	NF EN 25663	1 fois par jour	NON CONFORME
COT	Non utilisé sur site. DCO mesurée en remplacement		
PT	Méthode interne N-eaux/M/003 colorimétrie	1 fois par jour	NON CONFORME
MEST	NF EN 872	1 fois par jour	CONFORME
DBO5	NF EN 5815-1	1 fois par semaine	CONFORME
Cl ⁻	NF EN ISO 10304-1	trimestriel	NON CONFORME

L'exploitant devra se conformer au point 4 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 27/02/2020 susvisé pour les paramètres DCO et phosphores.

Pour le paramètre azote total, l'arrêté ministériel impose deux normes, l'une d'elle NF EN 12260 a été abrogée, l'autre ne peut s'appliquer pour les effluents dont la concentration en DCO est supérieure à 120 mg/l, ce qui est le cas pour les effluents prétraités par LVA. Cette norme sera applicable aux rejets directs au milieu projetés post déraccordement. Tant que les rejets de LVA sont raccordés à la station de la Bigoterie, l'exploitant procède à l'analyse de ses rejets pour l'azote total selon la méthode d'analyse définie en interne, tenue à disposition de l'inspection. La comparaison des résultats ainsi obtenus est réalisée deux fois par semaine avec les résultats obtenus par le laboratoire extérieur qui réalise les mesures pour les paramètres azote total de Kjeldahl, nitrates et nitrites. La fréquence d'analyse pour le paramètre chlorures a déjà été modifiée pour une fréquence mensuelle.

- MTD5 Surveillance des émissions dans l'air : La tour 45 000 bénéficie actuellement d'une mesure bi-annuelle des poussières. Le site passera à une fréquence annuelle sur les deux tours de séchage avant le mois de décembre 2023.

- MTD9 Fluides frigorigènes : Le site comporte un certain nombre de fluides frigorigènes pour la production de froid. L'usage de fluides frigorigènes présentant un potentiel de réchauffement planétaire (GWP) > 2500 et un potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (ODP) non nul est interdit à compter du 4 décembre 2023. L'exploitant s'est donc engagé au retrofit ou changement des équipements suivants : le groupe frigorifique emballage fromagerie, la climatisation de la chambre froide levains et la climatisation salle de réunion Grande salle Beurrerie.

- MTD12 : Les niveaux d'émission associés aux meilleurs techniques disponibles (NEA-MTD) associés à la MTD 12 du BREF FDM sont applicables aux rejets directs au milieu des installations IED. Néanmoins, l'article 7.2 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables aux installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, impose la surveillance des émissions dans l'eau et le respect de VLE en précisant que « Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective: Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III. »

Sur la base des taux de rendement réglementaires de la station collective de la Bigoterie assurant le traitement des effluents prétraités de LVA, la formule $[NEA-MTD \text{ rejet direct} / (1 - \text{taux d'abattement Station externe})]$ est appliquée conformément au guide de réexamen établi par le ministère de la transition écologique.

	DCO	DBO5	MES	NGL	Ptotal
NEA-MTD (mg/l) rejet direct milieu	125	30	50	20	2
Taux d'abattement %	75	80	90	70	80
$[NEA-MTD / (1 - \text{taux d'abattement})]$	500	150	500	67	10
Valeur limite d'émissions (mg/l) - AP 2005 modifié	1020	600	190	/	15
Nécessité de réviser la VLE ?	oui	oui	non	non	oui
Concentration moyenne mesurée dans les rejets de LVA (1 ^{er} déc au 30 Nov)	452	222	87	18	13

Dans son dossier de réexamen, LVA a basé son calcul de $[NEA-MTD / (1 - \text{taux d'abattement})]$ sur des taux d'abattelements par paramètre calculés sur la moyenne des taux d'abattement annuels mesurés de 2017 à 2019.

	Rendements STEP COMPA ANCENIS					
	MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	PT
2017	98,1%	94,5%	98,8%	95,2%	90,8%	93,9%
2018	95,1%	92,0%	96,4%	90,6%	84,7%	92,0%
2019	95,3%	91,8%	96,3%	91,5%	86,9%	91,9%
Moyenne	96,2%	92,8%	97,2%	92,4%	87,4%	92,6%

Le respect de ces taux n'est toutefois pas prescrit, ni à la station de la Bigoterie ni à LVA. Il est donc sans garantie de maintien dans le temps.

Aussi, pour les paramètres DCO et DBO₅, un taux plus performant que le taux prescrit à la station de la Bigoterie peut être pris en compte pour le calcul de la valeur limite de rejet des effluents de la LVA à traiter par cette station si et seulement si LVA s'assure du respect de ces taux et ajuste sa valeur limite de rejet en fonction. Il est donc proposé de prescrire à LVA la surveillance nécessaire à la prise en compte de ces taux d'abattement plus performants que ceux réglementaires.

Les flux journaliers moyens sont ceux prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2013 et repris dans la convention de raccordement des effluents de LVA à la station de la Bigoterie datée du 10 février 2021.

Substance/paramètre	Concentration journalière maximum (mg/l)	Flux journalier maximum* (Kg/jour)	Flux moyen journalier** (moyenne mensuelle) (Kg/jour)
DCO***	1020 si taux abattement station Bigoterie ≥ 92,8 %	5000	4000
	400 si taux abattement station Bigoterie ≥ 75 % et < 92,8 %		
DBO ₅ ***	600 si taux abattement station Bigoterie ≥ 97,2 %	2900	2300
	150 si taux abattement station Bigoterie ≥ 80 % et < 97,2 %		
MES	190	900	700
NTK	55	250	200
NGL	67	304	244
Phosphore total	10	75	55

* les valeurs maximales journalières sont applicables à des échantillons prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit

** les valeurs moyennes correspondent à la moyenne (pondérée selon le débit de l'effluent) des valeurs journalières mesurées sur un échantillon de 24h, pour le mois considéré

*** l'exploitant dispose des données nécessaires pour justifier du taux d'abattement de la station de la Bigoterie correspondant aux mesures d'autosurveillance de ses rejets pour les paramètres DCO et DBO₅ afin de s'assurer du respect de la valeur limite de rejet pour ces paramètres. Ainsi, il devra pour justifier du respect des valeurs limites en concentration des effluents prétraités, disposer du taux d'abattement de la station de la Bigoterie.

Pour le paramètre phosphore, une mesure de surveillance quotidienne est prescrite par l'arrêté ministériel susvisé. L'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe dans ce cas une tolérance dans la limite du double de la valeur limite et de 10 % des valeurs comptés sur une base mensuelle. Au regard des mesures de surveillance pour ce paramètre, la valeur limite de 10 mg/l devrait être

respectée. Ces prescriptions seront applicables à compter du 5 décembre 2023 et jusqu'au déracordement effectif des rejets de LVA de la station de la Bigoterie.

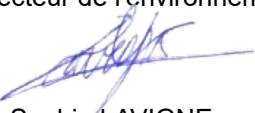


L'exploitant s'est engagé à la mise en conformité de ses installations au regard des conclusions sur les MTD du BREF FDM publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019. Au regard de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables aux installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, les valeurs limites d'émissions en concentration des paramètres macropolluants doivent être révisées pour les paramètres DCO, DBO5, phosphore total et azote total.

II.1 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen est estimé complet et régulier, toutefois il est attendu de l'exploitant des analyses de ses installations au regard de certains BREF secondaires.

Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés préfectoraux en vigueur ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est ainsi nécessaire d'actualiser les prescriptions portant sur les valeurs limites en concentration des effluents émis par l'exploitant et raccordés à la station communale de la Bigoterie.

Considérant la portée limitée de cette révision des prescriptions, l'inspection des installations classées ne propose pas de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint en annexe du présent rapport, à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  Sophie LAVIGNE	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement Le chef d'Unité Départementale  Christophe HENNEBELLE
APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef du service des risques naturels et technologiques  Thibaut NOVARESE	